

services PUBLICS

Tous ensemble contre l'austérité, partout!

Journée d'action et de grève à Fribourg le 1^{er} octobre, manifestation à Lausanne le 2 octobre, actions dans les hautes écoles, la mobilisation contre les mesures d'austérité prend de l'ampleur.

En pages 3, 8 et 10

Armes nucléaires

5 SUISSE – Par le passé, le SSP a joué un rôle essentiel dans la lutte contre l'armement nucléaire du pays. Aujourd'hui, signons l'initiative exigeant que la Suisse adhère au traité sur l'interdiction des armes nucléaires!

Capitalisme en crise

6-7 ENJEUX – Crise climatique, tensions sociales, guerres impériales: le système existant se trouve dans une véritable impasse historique. Éclairage sur cette convergence des crises à l'issue plus incertaine que jamais.

Hommage à Frantz Fanon

11 CAPITAL VS TRAVAIL – À l'occasion du centenaire de sa naissance, retour sur la pensée et l'action du psychiatre et militant Frantz Fanon, dont l'internationalisme nourrit les luttes antiracistes et anticoloniales actuelles.

NON
À L'AUSTÉRITÉ!



L'image d'Éric Roset

18 septembre 2025: Annecy. Après la journée « Bloquons tout » du 10 septembre, la France a connu, une semaine plus tard, une nouvelle grande journée de mobilisation, d'action et de grève. Prochaine échéance le 2 octobre.

Plusieurs centaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues de France à l'appel des syndicats pour s'opposer aux mesures d'austérité budgétaire qui s'attaquent aux services publics et aux prestations sociales.

Éditorial

La peste et le choléra

Pour les travailleurs-euses de ce pays, la fin du mois de septembre est devenue synonyme de communication de la hausse des primes de l'assurance-maladie, et donc de péjoration des conditions d'existence. Pour 2026, l'augmentation se montera donc à 4,4%. La population sera à nouveau encouragée à «faire jouer la concurrence» entre les caisses pour tenter d'atténuer l'augmentation des primes.

Année après année, les conséquences de cette hausse continue sont connues: d'une part, afin d'avoir des primes moins élevées, toujours davantage de personnes vont opter pour des modèles d'assurance dans lesquels les assureurs contrôlent les parcours de soins et imposent leurs critères de prise en charge des patient-e-s dans une logique financière. D'autre part, toujours plus d'assuré-e-s basculent dans l'option de franchises élevées. Pour les personnes à faible revenu, ce choix conduit souvent à renoncer aux soins pour des raisons économiques.

La plupart des «expert-e-s» de ce dossier s'accordent pour déclarer que cette situation n'est plus «viable». Mais la réponse dominante qui consiste à dénoncer «l'augmentation des coûts de la santé¹» masque le principal problème du système de financement suisse: si

le poids des primes accable une grande partie de la population et la conduit à renoncer à se soigner, ce n'est pas parce que les «coûts de la santé» sont trop élevés, mais bien parce que la manière de répartir les dépenses est absolument antisociale puisqu'elle ne tient pas compte de la capacité économique

des assuré-e-s. Une étude publiée en août dernier par la revue *Sécurité sociale CHSS* (éditée par l'Office fédéral des assurances sociales) ne pouvait que conclure qu'il «serait pertinent, d'un point de vue sociopolitique, d'envisager l'introduction d'une prime d'assurance de base qui soit davantage liée au revenu²».

S'il est hors de doute que plusieurs postes des dépenses de santé pourraient être grandement réduits – un exemple parmi d'autres étant celui du prix des médicaments, que le patron de Novartis, Vas Narasimhan, songe plutôt à augmenter³ –, il est également urgent de reconnaître que notre système de santé souffre d'un coupable manque d'investissements

publics. C'est ce message qu'a porté l'Alliance des personnels de santé, composée de sept organisations et syndicats du secteur, lors d'une conférence de presse qui s'est tenue le 18 septembre dernier. L'infirmière à domicile, l'aide-soignante en EMS, l'infirmier en psychiatrie ou le médecin assistant qui ont pris la parole à

cette occasion dressent des constats glaçants. Mauvaises conditions de travail et salaires insuffisants, mais aussi manque de personnel et donc manque de temps à consacrer aux patient-e-s. Ainsi, les primes augmentent et, en même temps, la dégradation des soins proposés à la population s'accélère.

Se battre pour un autre système de santé devient une urgence vitale pour nos collègues du secteur santé et pour notre accès à des soins de qualité. Un autre système de financement et de pilotage est nécessaire. Ensemble, nous pourrions le clamer haut et fort à l'occasion de l'occupation de la place Fédérale avec le personnel de santé le 22 novembre prochain! ■

LA DÉGRADATION DES SOINS PROPOSÉS À LA POPULATION S'ACCÉLÈRE

¹ Voir à ce sujet, entre autres, le dossier que consacre la revue du Secrétariat d'État à l'économie (Seco) *La Vie économique* dans son édition de septembre, intitulé «La santé a un prix. Nous faisons le calcul».

² «Assurance-maladie: des primes en fonction du revenu?», sur: <https://sozialesicherheit.ch/fr/assurance-maladie-des-primes-en-fonction-du-revenu/>

³ *Le Matin Dimanche*, 21 septembre 2025.

ALEXANDRE MARTINS
RÉDACTEUR

La lutte contre l'austérité s'annonce chaude cet automne. Face aux violentes attaques, les salarié-e-s de la fonction publique et parapublique des cantons de Fribourg et Vaud se mobilisent en masse en ce début du mois d'octobre.

Journée d'action et de grève contre le PAFE!

SERVICES PUBLICS
VALDEMAR VERISSIMO . PHOTO

L'assemblée extraordinaire des services publics et parapublics du canton de Fribourg, appelée par le SSP, la FEDE et la FOPIS, s'est déroulée le 11 septembre dernier en présence de plus de 250 personnes pour faire un point de situation sur l'état des négociations avec le Conseil d'État sur le Programme d'assainissement des finances de l'État (PAFE). Pour rappel, malgré une fortune de 590 millions de francs, une succession de onze exercices excédentaires (de 2014 à 2024) et le corset financier le plus sévère de Suisse romande, le gouvernement fribourgeois entend imposer un programme d'austérité majeur contre la population et les salarié-e-s de la fonction publique et parapublique.

BAISSE DES SALAIRES. À l'issue de la période de consultation, le PAFE conserve son noyau dur et prévoit des mesures d'économies de l'ordre de 200 millions de 2026 à 2028, dont 143,2 millions (plus de 70% du total) toucheront le personnel. Alors que le Conseil d'État a annoncé qu'il renonçait à la contribution de solidarité et au versement du 13^e salaire en 1^{er} fois, l'essentiel des attaques est maintenant, notamment sur le plan salarial. Il est question de refuser l'indexation salariale pour 2026-2027, de reporter l'octroi du palier en septembre, de geler diverses indemnités, de renoncer aux mesures de pénibilité comme aux primes de reconnaissance et d'imposer un moratoire sur la réévaluation des fonctions du personnel (notamment dans la santé). Les pertes salariales cumulées sur trois ans se montent ainsi à 10 000 francs par personne en moyenne! Certaines baisses sont même plus importantes après la consultation que dans le projet présenté initialement, en particulier pour les salaires les plus précaires. Sans oublier que d'autres mesures, dont la sortie du personnel de l'Hôpital fribourgeois et du Réseau fribourgeois de santé mentale de la loi sur le personnel, sont simplement remises à plus tard... Le Conseil d'État ose dire qu'il a veillé à «une répartition équitable des efforts». Or, les seuls à trinquer avec la PAFE sont la population et ses besoins (dont la protection de la biodiversité, des eaux et du climat fait partie).

LES RICHES ÉPARGNÉS. ATTAC-section Fribourg a publié une étude sur les inégalités de fortune en Suisse et dans le canton de Fribourg au printemps dernier¹. Il en ressort que moins de 3% des contribuables fribourgeois-es possèdent plus de la moitié de la richesse cantonale (52,7%). Une préoccupation de «répartition équitable des efforts» commande pourtant de les mettre à contribution au minimum à la hauteur des cadeaux qu'ils-elles ont perçus, qui sont de l'ordre de 200 millions de francs depuis 2017. Or, aucune mesure ne les touche.

RIPOSTER. La lutte contre cette offensive du gouvernement a commencé le 4 juin dernier avec une manifestation qui a réuni plus de 2500 personnes et elle va s'accélérer ces prochains jours. En effet, après l'exposé du résultat des discussions avec le Conseil d'État, les réactions de l'assemblée ont été marquées par la colère et la détermination. Un plan d'action a ainsi été adopté comprenant l'organisation d'une nouvelle manifestation le mercredi 24 septembre. Cette dernière a connu un encore plus grand succès et a montré la détermination grandissante du personnel puisqu'elle a regroupé plus de 3000 personnes. Cette manifestation se conçoit comme un galop d'échauffement puisque l'assemblée du 11 septembre a décidé d'un mot d'ordre de journée d'action et de grève pour le mercredi 1^{er} octobre prochain. Un acte de non-conciliation a déjà été délivré, rendant ainsi la grève licite. S'appuyant sur les exemples récents des technicien-ne-s en radiologie médicale (TRM) ou du Service de l'enfance et de la jeunesse qui ont légitimé l'outil de la grève, une dynamique de mobilisation d'ampleur est à l'œuvre dans l'ensemble de la fonction publique et parapublique fribourgeoise. Le Grand Conseil débattera du PAFE le mardi 7 octobre. Ainsi, dans tous les services, tous les secteurs, la mobilisation bat son plein pour faire monter la pression, sous toutes les formes imaginables en fonction de la réalité du terrain et des possibilités. Les mots d'ordre sont clairs:

- NON à des coupes salariales massives!
 - NON à la destruction du système salarial!
 - NON aux coupes dans la santé et les prestations!
- Seule la lutte dans l'unité pourra faire reculer le Conseil d'État! ■

¹ Brochure «Voici à quoi ressemble l'inégalité», disponible en ligne: <https://attac.ch/wp-content/uploads/2025/04/Brochure-Inegalites-FR.pdf>

Contexte

VAUD: RETRAIT DES MESURES!

Les attaques contre les services publics et ses salarié-e-s sont tout aussi violentes dans le canton de Vaud où le Conseil d'État veut imposer des coupes de 79 millions de francs pour cette année et de 300 à 400 millions pour 2026. Et ce, alors qu'il est assis sur une fortune d'environ 2 milliards de francs! Cela, sans compter les baisses fiscales déjà accordées (plus de 700 millions depuis 2012) auxquelles vont s'ajouter celles prévues pour cette législature, (600 millions d'ici à 2027) et les cadeaux fiscaux illégaux aux contribuables les plus riches du canton permis par une «mauvaise application» du bouclier fiscal (entre 500 millions et 1 milliard de francs). Les mesures concrètes sont annoncées au compte-gouttes. Aux coupes dans la subvention à l'université (24 millions) et dans les hôpitaux régionaux (20 millions) viennent s'ajouter des mesures de ponctions salariales de 0,7% (23,6 millions) sur les salaires des employé-e-s de l'État à partir de la classe 6 – dont le salaire réel a déjà baissé ces dernières années –, la suppression de la décharge de fin de carrière pour les enseignant-e-s et des baisses sur les salaires des enseignant-e-s non titré-e-s, ainsi que des coupes de 10 millions dans les subventions à l'accueil de jour de l'enfance qui s'attaquent directement aux familles. À quoi devraient s'ajouter encore plus de 200 millions de coupes au budget 2026. Pour contrer ces offensives contre les salarié-e-s et les usagers-ères, les syndicats SSP, FSF et Sud appellent à la mobilisation générale dont la prochaine échéance sera la manifestation du jeudi 2 octobre prochain à 18h à Montbenon. Cette mobilisation devra se poursuivre sur les lieux de travail pour exercer une pression sur le gouvernement et le Grand Conseil au moment du vote du budget. L'office de conciliation sera saisi pour rendre une grève licite. Face à l'urgence d'une situation de sous-développement constant des services publics qui ne parviennent à délivrer des prestations dégradées que grâce au dévouement des salarié-e-s, les trois syndicats revendiquent une autre politique en matière de services publics, qui passe par la suppression de la Loi sur l'assainissement financiers, l'annulation des baisses fiscales et des investissements dans des services dont la population a besoin! ■

SSP . RÉGION VAUD

Sur le vif

UNE RENTRÉE SOUS LE SIGNE DE LA LUTTE CONTRE L'AUSTÉRITÉ

En ce début de semestre académique, la mobilisation reprend dans les hautes écoles suisses. Constitués en coalition sous l'impulsion du SSP depuis le printemps 2025, contre les hausses de taxes et les coupes massives dans la recherche prévues par le Conseil fédéral dans le «Programme d'allégement 27», syndicats et associations d'étudiant-e-s, chercheurs-euses et salarié-e-s des universités, HES et EPF élargissent le mouvement, jusqu'au Tessin. Du 24 septembre au 2 octobre auront lieu des actions décentralisées, et une manifestation à Berne le 1^{er} octobre organisée par l'UNES (voir en page 8).

Pourtant, malgré l'opposition du terrain, des cantons et des institutions concernées, le Conseil fédéral maintient son projet: réduire de 431 millions par ans ses investissements dans la formation, la recherche et l'innovation. Cela implique une baisse de 11% de la subvention au Fonds national suisse, de 200 millions pour les hautes écoles ainsi que des coupes dans la recherche de l'administration fédérale et la suppression de soutiens essentiels à la promotion de la relève scientifique.

Ces décisions auraient des conséquences dramatiques si elles étaient validées par le Parlement: suppression d'au moins 500 projets et de 1500 postes dédiés à la recherche, précarisation accrue du corps intermédiaire, explosion des taxes d'études obligeant certain-e-s à renoncer à leur formation, arrêt de programmes liés à l'égalité, à la diversité et à la durabilité.

Au lieu d'amortir le choc, les cantons coupent aussi à tout-va dans les services publics, notamment dans les hautes écoles. Face à cela, la communauté académique relance la mobilisation pour défendre la formation et la recherche. En parallèle de la manifestation nationale à Berne le 1^{er} octobre, la coalition organise une série d'actions et participe aux manifestations, voire aux mouvements de grève, avec les autres secteurs touchés par l'austérité. ■



VALAIS MANIFESTATION CANTONALE

MOBILISONS-NOUS LE 11 OCTOBRE!

Toutes et tous à la manifestation du samedi 11 octobre 2025 à Sion (transport gratuit!), rendez-vous à 10h30 devant l'Hôtel Castel (rue du Scex 38 à Sion).

Les prix augmentent et les salaires stagnent! Chaque année, les augmentations des loyers, des primes maladie et de tous les coûts de la vie rajoutent une pression insupportable sur les travailleurs-euses.

Dans le secteur public et parapublic, des coupes ont lieu au niveau national, mais aussi dans divers cantons (Vaud, Genève et Fribourg). En Valais, les conditions de travail ne s'améliorent pas et seront les prochaines cibles des tentatives d'économies budgétaires du Grand Conseil.

Pour lutter contre cela, et pour réclamer de meilleures conditions de travail et de meilleurs salaires et ainsi permettre une vie digne à toutes et tous, l'Union syndicale valaisanne appelle à la mobilisation le samedi 11 octobre à Sion pour revendiquer:

- une augmentation des salaires effectifs et minimums de l'ordre de 2 à 2,5% pour toutes et tous, pour compenser

la hausse du coût de la vie, la croissance de la productivité du travail et mieux répartir les richesses créées;

- des salaires minimums adéquats: pas de salaires inférieurs à 4500 francs, et au moins 5000 francs pour les personnes au bénéfice d'un CFC;
- des améliorations concrètes de nos conditions de travail et plus de respect pour l'ensemble du monde du travail;

■ l'introduction d'une compensation automatique du renchérissement dans toutes les conventions collectives de travail afin de garantir le pouvoir d'achat à long terme;

- une amélioration du temps de travail pour une répartition plus équitable des gains de productivité, par exemple pauses, temps de trajet et temps d'habillement payés.

Ce n'est que la première étape! Nous nous retrouverons aussi le 22 novembre à 14h15 sur la place Fédérale à Berne pour la grande manifestation nationale des personnels de santé! ■

SSP . RÉGION VALAIS

GENÈVE SCANDALE DES CAMÉRAS AU GRAND THÉÂTRE

PÉTITION POUR DES MESURES IMMÉDIATES!

En mars, une employée du Grand Théâtre de Genève a découvert une caméra dissimulée dans le vestiaire réservé aux techniciennes et ouvreuses. Plusieurs dizaines d'employées ont ainsi été filmées à leur insu lorsqu'elles se changeaient ou se douchaient. Une caméra avait déjà été découverte en 2014, et rien n'avait alors été entrepris. Aujourd'hui encore, le Grand Théâtre semble plus préoccupé par son image que par la sécurité de ses salariées.

Le Collectif genevois de la Grève féministe lance cette pétition en soutien aux démarches engagées par les syndicats SSP, SSRS et SIT. Nous demandons que les employeuses, Ville de Genève et Fondation du Grand Théâtre, interviennent afin d'assurer que des mesures soient prises immédiatement pour que:

- les personnes lésées et filmées par le ou les voyeurs qui ont placé ces caméras soient entendues, reconnues et protégées;
- les personnes lésées obtiennent un soutien, y compris financier, pour les démarches juridiques entreprises grâce à un dédommagement approprié notamment par: une prise en charge intégrale et sans avance de frais en cas de démarches juridiques, une attribution d'un congé spécifique rémunéré (ex. trois jours) pour les démarches juridiques et la collecte de preuves, une prolongation du soutien psychologique selon la durée et l'issue des enquêtes;
- des informations concernant les images enregistrées par ces caméras soient communiquées aux personnes lésées et à l'ensemble du personnel;
- des excuses publiques leur soient adressées;
- la direction explique son silence lors de la première découverte en 2014 d'une caméra dans les vestiaires des danseuses.

Les mesures suivantes doivent impérativement être mises en place:

- une déclaration formelle accompagnée d'une campagne d'information

réalisée par l'employeur-euse précisant qu'il-elle applique la tolérance zéro envers toutes formes de violences sexistes et sexuelles;

- un nouveau vestiaire sécurisé avec un système de badge afin d'en limiter l'accès, d'assurer la sécurité et la confidentialité du personnel féminin;

■ un système de sécurité dans tous les lieux de travail du Grand Théâtre (y compris Sainte-Clotilde, Verntissa et temporairement au BFM);

- une vérification régulière – avec des contrôles non annoncés des vestiaires, toilettes et douches – réalisée par une entreprise externe composée exclusivement de femmes formées à la détection de dispositifs illicites;

■ un protocole clair à suivre en cas d'actes sexistes et discriminatoires et la prise de mesures de la part de l'employeur-euse à l'encontre des auteurs;

- une formation et une sensibilisation obligatoires avec une organisation de sessions régulières, dispensées par un organisme externe spécialisé, à destination de tout le personnel et des cadres, adaptée aux spécificités des métiers du spectacle;

■ l'engagement de coordinatrices d'intimité pour le personnel étant confronté à de la nudité et à des scènes sensibles avec des artistes majeurs et mineurs;

- une charte contre les discriminations avec l'obligation de la signer par toute personne engagée (quel que soit le statut), y compris les intervenant·es externes et artistes;

■ des objectifs chiffrés en vue d'atteindre la parité entre les femmes et les hommes dans les postes à responsabilité, ainsi que d'assurer une représentation équilibrée dans l'ensemble des fonctions, y compris pour les apprentis.

Signez la pétition en ligne sur: <https://geneve.ssp-vpod.ch> ■

COLLECTIF GENEVOIS DE LA GRÈVE FÉMINISTE

GENÈVE PROJET DE BUDGET 2026

PREMIER CORSET CONTRE LES SERVICES PUBLICS ET LA POPULATION

Le Conseil d'État poursuit ses attaques contre le personnel de la fonction publique et les prestations à la population en présentant un projet de budget 2026 d'austérité, qui ne répond pas aux besoins de la population. Le plan quadriennal présenté contient également des mesures qui aggraveront la situation des ménages les plus précaires alors que les plus riches sont choyé·e·s par le Conseil d'État. Le projet de budget 2026 est un avant-goût des purges qui nous attendent si les «lois corsets» sont acceptées le 28 septembre prochain. Une fois de plus, le gouvernement sacrifie le bien commun au profit des plus riches et des multinationales.

Le canton de Genève a engrangé ces dernières années des excédents mirifiques de plusieurs centaines de millions de francs: 1,3 milliard en 2023, 1,4 milliard en 2024! Pourtant, la fonction publique n'en a pas beaucoup vu la couleur: santé, éducation, social et bien d'autres secteurs sont restés sous-dotés, épuisant le personnel, et les annuités n'ont pas systématiquement été octroyées. Les créations de postes demeurent largement insuffisantes pour répondre à la croissance démographique et aux défis sociaux, sanitaires ou environnementaux. Vincent Bircher, président du SSP – Région Genève, commente: «Quand l'économie va bien, les besoins ne sont pas comblés; quand elle va mal, on prétexte un manque d'argent. Encore une fois, le projet de budget 2026 répond plus aux intérêts des grandes fortunes et des multinationales qu'aux besoins de la population.»

Le projet de budget 2026 prévoit des réductions de moyens dans de nombreux secteurs: rien que dans la santé, ce sont 11 millions de francs d'économies qui sont prévus sur les contrats de prestations des Hôpitaux universitaires de Genève (HUG) et de l'Institution genevoise de maintien à domicile (IMAD). Le Conseil d'État se moque aussi des enseignant·e·s qui ont manifesté en masse ce printemps, officialisant le maintien de l'augmentation du temps de travail au cycle d'orientation (CO). Le plan quadriennal du Conseil d'État suit la même logique antisociale avec la suppression de quatre annuités pour les fonctionnaires publics-ques, la limitation de la réduction des primes d'assurance-maladie ou encore la suppression de l'indexation des subsides d'assurance-maladie. «Dans quel monde vivent nos conseillers et conseillères d'État pour ignorer ainsi le poids de l'augmentation du coût de la vie sur les porte-monnaie de la population?» se demande Vincent Bircher.

Le Conseil d'État justifie ce budget d'austérité par une augmentation des prestations sociales, en ignorant totalement le caractère inégalitaire des récentes baisses d'impôts qui ont entraîné une réduction de l'assiette fiscale de 475 millions. «C'est près d'un demi-milliard qui manque aujourd'hui dans les caisses publiques pour atteindre un budget à l'équilibre, garantir les mécanismes salariaux et créer des postes en suffisance, complète Vincent Bircher. Les baisses d'impôt récentes ont surtout favorisé les plus riches et les grandes entreprises alors que le service public souffre et qu'une frange de plus en plus importante de la population sombre dans la pauvreté, comme en témoigne l'augmentation du nombre de dossiers traités par l'Hospice général. Le Conseil d'État déclare la guerre à son personnel et aux ménages les plus précaires.»

Genève se vante d'attirer des géants du négoce international et d'autres entreprises problématiques. En réalité, ces sociétés prospèrent sur les crises mondiales, la flambée des prix alimentaires, l'énergie, l'armement, et inondent le canton de revenus. Mais dès que la conjoncture se retourne, leurs contributions fiscales s'effondrent et la population en paie le prix. Ce modèle rend nos finances publiques dépendantes d'une instabilité permanente et impose à la population des coupes budgétaires. Ailleurs, il provoque pauvreté, désastres industriels et pollution à grande échelle. Les profits sont privatisés, mais les coûts sociaux et environnementaux restent à la charge des populations, ici comme ailleurs. Ce modèle économique va dans le mur.

Ce budget est déjà mauvais et insuffisant, mais la situation sera pire si les «lois corsets» sont adoptées le 28 septembre prochain. «Ces lois institutionnalisent l'austérité pour des années, forçant l'État à couper aveuglément dans les prestations, quels que soient les besoins actuels ou futurs», précise Vincent Bircher. En cas d'acceptation, il faut s'attendre à un cataclysme budgétaire sans précédent.

Le SSP appelle l'ensemble du personnel de la fonction publique à participer massivement à l'assemblée générale du personnel le 13 octobre prochain, pour décider ensemble des suites à donner.

«Un bras de fer avec le gouvernement est inévitable. Le SSP n'hésitera pas à proposer des mesures fortes pour défendre le service public et les prestations. À nos yeux, des arrêts de travail s'imposent. Le personnel décidera!» ■

SSP . RÉGION GENÈVE

SUISSE . Le SSP a joué un rôle essentiel dans la lutte contre l'armement nucléaire de la Suisse entre 1957 et 1963. Aujourd'hui, il s'agit de l'adhésion de la Suisse au Traité des Nations Unies sur l'interdiction des armes nucléaires (une feuille de signature est encartée dans ce numéro).

La lutte pour interdire les armes nucléaires

JOSEF LANG
MEMBRE DU COMITÉ
D'INITIATIVE POUR
L'INTERDICTION DES
ARMES NUCLÉAIRES
ET MEMBRE DU SSP

Depuis 1957, le commandement de l'armée suisse aspirait à l'armement nucléaire de la Suisse. Lorsque le Conseil fédéral s'est rallié à cette idée, un puissant mouvement d'opposition s'est très vite formé, lançant en juin 1958 une initiative populaire pour l'interdiction des armes nucléaires. La principale organisation à avoir participé au mouvement et à l'initiative était le SSP. Lors de son Congrès à Lausanne début juin 1958, notre syndicat avait décidé de s'associer à l'initiative.

CONTRE L'ARMEMENT NUCLÉAIRE DE LA SUISSE.

Dans le chapitre consacré aux syndicats de son mémoire de licence présenté en 1980 à l'Université de Zurich, Markus Heiniger, historien et collègue du SSP, écrivait à propos du débat sur le nucléaire à l'époque: «La position exceptionnelle du SSP s'explique par sa tradition et par l'influence de son secrétaire général, Max Arnold, qui était un protagoniste du Mouvement suisse contre l'armement atomique (MCAA).» Max Arnold, un socialiste de gauche originaire de Suisse centrale, a été secrétaire dirigeant du SSP de 1947 à 1974 et conseiller national PS de 1951 à 1971. Il a combattu la dépolitisation des

syndicats et a été démis de ses fonctions de vice-président de l'Union syndicale suisse en 1959 pour cette raison.

Fondé en 1905, le SSP avait déjà invité le Conseil fédéral, lors de son Congrès anniversaire à Zurich en 1955, à œuvrer en collaboration avec d'autres États neutres pour que le développement de l'énergie atomique en vue de produire des armes de combat et de destruction soit abandonné. Sur la base de cette décision, Max Arnold a déposé une motion au Conseil national avec la même revendication. Son discours circonstancié au Palais fédéral s'est terminé par une citation d'Albert Einstein, opposant aux armes nucléaires: «Il devient indispensable que l'humanité formule un nouveau mode de pensée si elle veut survivre et atteindre un plan plus élevé.»

Contrairement aux cercles proches de Moscou et de l'OTAN, le MCAA, le SSP et Arnold ne faisaient pas de distinction entre les «bonnes» et les «mauvaises» bombes atomiques. Ils ont ainsi protesté contre les essais nucléaires français en février 1960 et contre les essais soviétiques en octobre 1961. À partir de la session d'automne 1961, où Arnold fut l'un des principaux porte-parole de l'initiative

pour l'interdiction des armes atomiques, jusqu'à la votation populaire d'avril 1962, le SSP participa à la campagne de votation qui dura plusieurs mois. Les résultats furent très similaires à ceux de la votation sur le droit de vote des femmes trois ans plus tôt. Avec un taux de participation relativement élevé de 56%, 35% des hommes ont voté OUI. Tous les cantons alémaniques ont rejeté l'initiative. En Suisse centrale et orientale, le pourcentage de OUI était inférieur à 20%. En Suisse romande, 70% des Neuchâtelois, 63% des Vaudois et 59% des Genevois ont voté OUI. Une courte majorité s'est également dégagée au Tessin.

La conclusion du SSP était la suivante: «Ce n'est pas une défaite, mais un grand succès de départ.» Un an plus tard, les organes du SSP ont publié de longs articles sur la première Marche de Pâques en Suisse, qui allait de Lausanne à Genève avec une nuitée à Morges. Elle est devenue une mobilisation précurseur du mouvement de 1968. En novembre 1988, la Suisse a abandonné ses projets nucléaires.

POUR L'ADHÉSION DE LA SUISSE AU TRAITÉ SUR L'INTERDICTION DES ARMES NUCLÉAIRES.

Trois décennies plus tard, l'ONU adoptait à une large majorité un traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN). Les diplomates suisses ont participé activement à l'élaboration de ce traité. En 2019, une large majorité du Conseil national et du Conseil des États a demandé au Conseil fédéral, resté passif, de signer le TIAN. Après sept ans d'hésitation, le gouvernement fédéral a décidé, le 27 mars 2024, de ne pas adhérer au TIAN. Le Parlement, dont la majorité souhaite une adhésion, n'a pas la compétence pour le faire. Seul le peuple peut imposer une chose qui va de soi. C'est pourquoi, peu après le refus du Conseil fédéral, une large alliance a lancé l'initiative populaire «Pour l'adhésion de la Suisse au Traité des Nations Unies sur l'interdiction des armes nucléaires¹». Le 10 décembre 2024, cette initiative populaire a reçu un soutien important avec l'attribution du prix Nobel de la paix à l'association japonaise *Nihon Hidankyo*. Selon le Comité du prix Nobel, elle a reçu ce prix grâce à ses efforts en faveur d'un monde sans armes nucléaires et parce qu'elle a montré que les armes nucléaires ne doivent plus jamais être utilisées. Depuis des années, la menace nucléaire n'avait plus été aussi forte qu'aujourd'hui. Seule une interdiction des armes nucléaires peut garantir une sécurité réelle et durable. C'est précisément l'objectif poursuivi par le Traité des Nations Unies sur l'interdiction des armes nucléaires. Grâce à cette initiative, les citoyens ont la possibilité d'envoyer un signal fort en faveur de la paix. ■

¹ <https://interdiction-armes-nucleaires.ch/linitiative/>

Le trait de Vincent



Agenda militant

PORTRAITS D'INTÉGRATION

LAUSANNE
Exposition photo
Du jeudi 25 au dimanche 28 septembre, de 17 h à 21 h 30
Vernissage le samedi 27 septembre à 17 h avec le flûtiste Serhat Hemdem
Ateliers de Bellevaux (chemin d'Entre-Bois 27)

«EN IRAN, ELLES TIENNENT TÊTE!»

RENEVS
Quatre heures de solidarité internationale
Samedi 27 septembre, de 11 h à 15 h
Maison du Peuple (rue de Crissier 6)
Organisation: Marche mondiale des femmes

EXPOSITION «VIEILLIR EN SUISSE EN TANT QU'ÉTRANGER-ÈRE»

CAROUGE
Du 29 septembre au 12 octobre
Mail du boulevard des Promenades
FRIBOURG
Du 6 au 24 octobre
Haute école de travail social (route des Arsenaux 16a)

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU SSP – RÉGION VALAIS

SION
Lundi 6 octobre à 18 h 30
OSEO Valais (rue Oscar-Bider 60)
Suivie de la projection du film
La transformation merveilleuse de la classe ouvrière en étrangers
Inscription: natalie.daoust-ribordy@ssp-vpod.ch

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ET SYNDICALISME

GENÈVE
Discussion avec Agnès Levallois, présidente de l'Institut de recherche et d'études méditerranéennes Moyen-Orient, et Jean-François Bayart, politologue et sociologue, directeur de recherches au CNRS
Vendredi 10 octobre à 18 h
Uni mail (boulevard du Pont d'Arve 40), salle MS150

MANIFESTATION DE L'UNION SYNDICALE VALAISANNE

SION
Samedi 11 octobre
Dès 10 h 30 devant l'Hôtel Castel (rue du Scex 38)

AG DU PERSONNEL DE LA FONCTION PUBLIQUE

GENÈVE
Lundi 13 octobre à 19 h

Impressum

JOURNAL DESTINÉ AUX MEMBRES DU SSP
PARAIT TOUTES LES 3 SEMAINES

ÉDITEUR RESPONSABLE

SSP-VPOD
Natascha Wey
Secrétaire générale
Case postale 8422
8036 Zurich
www.ssp-vpod.ch

RÉDACTEUR RESPONSABLE

Alexandre Martins
Case postale 1360
1001 Lausanne
Tél. 021 340 00 00
E-mail: journal@ssp-vpod.ch

IMPRESSION

Atar Roto Presse SA, Genève

Le capitalisme traverse une crise historique majeure dont les enjeux seront décryptés à travers une série d'articles.

Capitalisme en crise (I): dynamiques globales

ARIS MARTINELLI . MEMBRE SSP . CHARGÉ DE RECHERCHE À LA HAUTE ÉCOLE DE TRAVAIL SOCIAL ET DE LA SANTÉ LAUSANNE (HETSJ | HES-SO) PHOTO THEQUE ROUGE – DAMIEN VERGNE . PHOTO

Économie en berne, planète au bord de l'effondrement, tensions sociales et guerres impériales: jamais les contradictions du capitalisme n'avaient été aussi explosives. Plus qu'une simple phase conjoncturelle, il s'agit d'une impasse systémique, enclenchée depuis les années 1970, amplifiée par la crise financière de 2007-2008, le Covid-19 et, surtout, par la crise écologique. Cette situation n'épargne pas la Suisse. Alors que les classes dirigeantes parient sur le nationalisme autoritaire pour sauver l'ordre existant, un dilemme s'impose aux forces progressistes: réformer ou rompre avec un système à bout de souffle?

UN SYSTÈME À BOUT DE SOUFFLE. La croissance mondiale ressemble à un bulletin météo sans cesse corrigé. En janvier 2025, sous la menace des droits de douane et des tensions géopolitiques et après les secousses du Covid-19 et la crise énergétique déclenchée par la guerre en Ukraine, les économistes du Fonds monétaire international (FMI), véritables météorologues du Produit intérieur brut (PIB), tablent encore sur une croissance mondiale de 3,3% pour cette année. En avril, l'institution a dû revoir sa copie: 2,8% seulement pourrait être espérés. Une révision de plus, mais tout laisse penser que le chiffre final sera encore plus faible, au point que sa directrice générale, Kristalina Georgieva, souligne régulièrement que les prévisions de croissance finissent par se dissiper comme un nuage d'orage et sont revues à la baisse depuis une vingtaine d'années¹.

Derrière ces corrections s'impose un constat plus profond: le capitalisme s'est enlisé dans la stagnation séculaire, car il ne parvient plus à générer assez de productivité, de profits et d'investissements pour retrouver les rythmes de croissance qui assuraient jadis expansion durable et redistribution relative des richesses produites. Dans les pays du G20, le taux de profit des sociétés industrielles est passé de 10,3% en 1967 à 6,4% en 2007, pour stagner autour de 6,8% en 2019². La productivité à l'échelle mondiale a suivi la même pente: elle progressait de 1,9% par an entre 1950 et 1970, mais n'augmente plus que de 0,3% par an depuis 1980³. Le taux d'accumulation – mesuré ici comme la part du PIB consacrée aux investissements productifs (bâtiments, machines, infrastructures, logiciels...) – atteignait encore 25% en 1980. Il est tombé sous la barre des 20% aujourd'hui (en Chine, l'accumulation recule aussi ces dernières années), ce qui traduit une baisse

structurelle: moins de ressources sont consacrées à préparer la croissance future, donc moins de profits à l'horizon⁴. En parallèle, les actifs financiers, en hausse depuis les années 1990, représentent plus de 370% du PIB mondial, signe d'un capital qui fuit la production pour se réfugier dans la finance⁵. Enfin, la croissance mondiale elle-même a connu un important ralentissement: 3,5% par an entre 1960 et 1975 (près de 7% en Chine), 2,8% entre 1980 et 2007, puis à peine 1,2% depuis 2008⁶. Mais ce qui rend la crise actuelle véritablement inédite, c'est qu'aux contradictions internes du capitalisme s'ajoute une limite externe: la finitude matérielle de la planète. Le concept de «limites planétaires», formulé en 2009 par les chercheurs-euses du Stockholm Resilience Centre, identifie neuf seuils écologiques à ne pas franchir. En 2023, six sont déjà dépassés – climat, biodiversité, cycles biogéochimiques, sols, eau douce et pollutions

LE CAPITALISME S'EST ENLISÉ DANS LA STAGNATION SÉCULAIRE

chimiques⁷. Le capitalisme ne se heurte plus seulement à ses contradictions sociales et économiques. Désormais, il bute sur un mur écologique: son modèle extractiviste, nourri aux énergies fossiles et au productivisme, a largement contribué à provoquer sécheresses, canicules, montée des océans, extinctions d'espèces, insécurité alimentaire et migrations forcées. Après deux siècles d'expansion sans limites, le système s'est enfoncé dans une impasse où la croissance infinie est devenue impossible. Comment en est-on arrivé là?

AU CŒUR DE LA MACHINE CAPITALISTE. Cette crise inédite n'est pas un accident, mais le résultat d'une logique inscrite au cœur même du capitalisme. Né du bouleversement des sociétés féodales d'Europe occidentale, ce système repose sur la propriété privée des moyens de production, qui contraint la majorité de la population à vendre sa force de travail pour vivre. Contrairement au seigneur féodal qui prélevait un impôt ou au propriétaire foncier qui percevait une rente, le profit capitaliste provient de la plus-value extraite du travail: les salarié-e-s produisent plus de valeur qu'ils-elles n'en reçoivent en salaire, et cette différence constitue le revenu des capitalistes. Étant soumis constamment à la concurrence, ceux-ci sont ainsi poussés à réinvestir une partie

de leurs profits dans les matières premières, les machines, les infrastructures et la force de travail, afin de générer toujours plus de profit, dans un mouvement d'accumulation du capital potentiellement sans fin.

Mais cette logique porte en elle des tensions permanentes. D'un côté, la concurrence pousse les entreprises à innover, réduire les coûts et écraser les prix. De l'autre, l'extraction de plus-value exige l'exploitation constante du travail: allonger le temps de travail sans hausse de salaire, intensifier les cadences grâce à de nouvelles organisations ou technologies et réduire les coûts salariaux via la précarisation de l'emploi⁸. L'accumulation n'est donc jamais neutre: elle repose sur des rapports de domination – de classe, mais aussi, comme l'ont relevés les féministes matérialistes, de genre et de race – qui doivent être stabilisés par des compromis politiques et sociaux, portés par des blocs hégémoniques associant forces

LES ISSUES PROPOSÉES PAR LES CLASSES DIRIGEANTES RESTENT MINÉES DE CONTRADICTIONS

économiques, institutions, idéologies et récits faisant du capitalisme un système «naturel» et apparemment indépassable⁹ qui procéderait à une allocation optimale des ressources par l'intermédiaire du marché. Pourtant, malgré ces stabilisations, le système engendre des crises récurrentes: crises de surproduction quand l'offre dépasse la demande, crises de suraccumulation quand les capitaux ne trouvent plus de débouchés assez rentables, crises systémiques quand la reproduction de la vie sociale elle-même est menacée¹⁰.

Ces crises ne sont pas des anomalies: elles constituent la mécanique même du capitalisme. Leur issue passe toujours par des affrontements de classes ou par des «chocs externes» – guerres, pandémies, catastrophes. C'est en retraçant la succession de ces crises et des compromis qui les ont résolues que l'on peut comprendre pourquoi le système se trouve aujourd'hui dans une impasse historique¹¹.

LA LONGUE MARCHÉ VERS LA CRISE ACTUELLE. Depuis les origines du capitalisme, chaque crise le pousse à se recomposer autour de nouveaux régimes d'accumulation et de blocs hégémoniques¹². Ses origines remontent à ce que Karl Marx appelait l'*accumulation primitive*, fondée sur le pillage colonial, l'expropriation des paysans-ne-s, la privatisation des terres

communes et la violence qui rend possible la généralisation de la propriété privée et du salariat¹³. Sur ce socle, Michel Aglietta a décrit le XIX^e siècle comme une phase d'*accumulation extensive*, tirée par l'ouverture de nouveaux marchés et l'intégration de masses de travailleurs-euses. La croissance repose alors sur la salarisation et l'allongement du temps de travail, jusqu'à ce que les marchés soient saturés et que les luttes ouvrières pour la réduction du temps de travail en freinent la dynamique¹⁴.

Dans le cadre de l'expansion de l'après-Deuxième Guerre mondiale, le capitalisme se restructure autour d'une dynamique d'*accumulation intensive* mêlant progrès technique et gains de productivité. Sous l'hégémonie américaine – ancrée dans le Plan Marshall et les accords de Bretton Woods –, l'Europe se reconstruit, le taylorisme standardise la production et une division internationale du travail se consolide: le Nord industriel, le Sud fournisseur de matières premières et d'énergie. Dans les pays du Nord, le rapport de force issu de la guerre renforce les syndicats et les partis ouvriers, intégrés par la suite dans un compromis social qui lie hausses salariales, productivité et extension de la protection sociale¹⁵. Les politiques keynésiennes encadrent les marchés et soutiennent l'investissement. Le modèle fordiste – du nom de l'industriel Henry Ford – combine ainsi gains de productivité, salaires en hausse et consommation de masse, au prix de ce qu'Antonio Gramsci décrivait déjà dans les années 1930 comme un travail aliéné effectué par une main-d'œuvre docile¹⁶. Dans ce contexte, les profits progressent: entre 1950 et 1966, ils passent de 9,5% à 10,3% dans les sociétés industrielles des pays du G20 et de 20% à 23,5% dans les sociétés industrielles et financières en Europe, au Japon et aux États-Unis (ce qui est appelé la Triade), portés par une productivité proche de 5% par an et un taux d'accumulation, mesurant cette fois-ci la croissance du volume net de capital investi, augmentant de 25% entre 1960 et 1971¹⁷.

Cet âge d'or du capitalisme demeure fragile. La montée de la combativité ouvrière se combine avec l'infléchissement des taux de profits dès la fin des années 1960. Accentués par les chocs pétroliers des années 1970, ces éléments provoquent un ralentissement de la productivité et saturation des marchés. Résultat: stagflation, chômage et recul des profits. Dans les pays du G20, le taux de profit industriel chute de 10,3% en 1966 à 6,6% en 1982¹⁸; dans la Triade, les profits

industriels et financiers passent de 23,5% à 14% entre 1966 et 1983¹⁹. En réponse à cette situation, on assiste au basculement vers la phase néolibérale du capitalisme: les grandes firmes réorganisent leurs chaînes de valeur à l'échelle mondiale, intégrant plus d'un milliard de travailleurs-euses à bas salaire et propulsant l'essor du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud (les BRICS)²⁰. Le toyotisme, fondé sur la flexibilité et la production «juste-à-temps», se diffuse; la précarité du travail s'installe; la finance devient le moteur central de l'accumulation. Entre 1990 et 2007, la valeur des actifs financiers triple pour atteindre 376% du PIB mondial, tandis qu'aux États-Unis l'endettement total bondit de 155% à 349% du PIB²¹. Le tournant est imposé par les gouvernements de Margaret Thatcher et Ronald Reagan, puis relayé par la social-démocratie en Europe, au prix de dérégulations, de privatisations, de politiques antisyndicales et d'une attaque contre les salaires et la protection sociale. Ce mouvement s'accompagne d'un affaiblissement durable des syndicats et des partis ouvriers²².

Ces politiques redressent bien les profits – de 14% en 1983 à 23% en 2008 pour l'ensemble des sociétés dans la Triade et de 6,6% à 7,4% dans les sociétés industrielles des pays du G20²³ –, mais au prix d'un affaiblissement structurel. La tertiarisation réduit les gains de productivité, qui plafonnent autour de 0,3% par an à l'échelle mondiale depuis 1980²⁴. Aucun secteur moteur n'émerge pour prendre le relais de l'automobile d'après-guerre et les nouvelles technologies ne suffisent pas à relancer la machine. Le blocage des salaires comprime la demande et l'endettement des ménages nourrit le cercle vicieux de la financiarisation: profits spéculatifs, instabilité chronique, crises à répétition. La part des salaires dans le revenu national recule ainsi partout – de 55% en 1975 à 51% en 2015 dans les pays industrialisés, de 39,5% en 1994 à 37,5% en 2015 dans les émergents²⁵.

LA DÉCOMPOSITION DE L'ORDRE NÉOLIBÉRAL. Autrement dit, le «remède» néolibéral à la crise du fordiste s'est caractérisé non pas par une relance de l'accumulation et de la productivité, mais par une exploitation accrue du travail qui coïncide avec la précarisation de l'emploi, la montée du chômage et le recul salarial dans plusieurs pays. Ces mêmes ressorts ont aussi nourri ses contradictions: la financiarisation et l'endettement ont débouché sur la crise de 2007-2008, la plus grave depuis les



Recession Blog, 22 janvier 2022.

³ Fonds monétaire international (FMI), *Perspective de l'économie mondiale*, avril 2017, p. 126.

⁴ Michael Roberts, «Productivity crisis», *The Next Recession Blog*, 30 mai 2021.

⁵ McKinsey Global Institute, *Financial globalization: Retreat or reset? Global capital markets 2013*, McKinsey & Company, 2013, p. 70.

⁶ Banque mondiale, «Données des comptes nationaux et fichiers de données des comptes nationaux de l'OCDE», consulté le 19 août 2025. Indicateur: PIB divisé par la population en milieu d'année. Les données sont en dollars américains constants de 2010.

⁷ Johan Rockström et al., «Earth beyond six of nine planetary boundaries», *Science Advances*, 9(37), 2023.

⁸ Ces mécanismes et le fonctionnement de l'accumulation sont exposés dans le détail par Karl Marx dans *Le Capital*.

⁹ Bruno Amable et Stefano Palombarini, *L'illusion du bloc bourgeois: alliance sociale et avenir du modèle français*, Raisons d'agir, 2017.

¹⁰ Stavros Tombazos, *Crise mondiale et reproduction du capital*, Paris, Syllepse/Page 2, 2020.

¹¹ Ernest Mandel, *Les ondes longues du développement capitaliste: une interprétation marxiste*, Syllepse, 2014 [1^{re} édition en 1980].

¹² Par «régime d'accumulation», les économistes de la régulation désignent la configuration de long terme qui rend compatibles l'organisation de la production et du travail, le partage de la valeur ajoutée et la structure de la demande.

¹³ Karl Marx, *Le Capital (Livre I)*, Éditions sociales, 1976, p. 667-751 (section VIII : «L'accumulation primitive»).
¹⁴ International Monetary Fund, «How To Do Better», Speech by IMF Managing Director Kristalina Georgieva at the 2024 Annual Meetings Plenary, 2024.
¹⁵ Michael Roberts, «A world rate of profit: important new evidence», *The Next*

¹⁴ Michel Aglietta, *Régulation et crises du capitalisme: l'expérience des États-Unis*, Paris, Calmann-Lévy, 1976.

¹⁵ Mateo Alaluf, *Le socialisme malade de la social-démocratie*, Syllepse/Page 2, 2021.

¹⁶ Antonio Gramsci, *Quaderno 22: americanismo e fordismo*, Einaudi, 1997.

¹⁷ Michel Husson, «La théorie des ondes longues et la crise du capitalisme contemporain», in Ernest Mandel, *op. cit.* Le taux de profit correspond au rapport entre l'excédent brut d'exploitation et le stock de capital fixe à prix courants, la productivité au PIB par heure travaillée, et le taux d'accumulation à la croissance du volume net de capital investi.

¹⁸ Roberts, *op. cit.*

¹⁹ Husson, *op. cit.*

²⁰ Richard B. Freeman, *The Great Doubling: Labor in the New Global Economy*, Harvard University Press, 2005.

²¹ François Chesnais, «Les dimensions financières de l'impasse du capitalisme (III)», *alencontre.org*, 16 novembre 2017.

²² Marcel van der Linden, «The Crisis of World Labor», *Against the Current*, N° 176, May/June 2015; Kurt Vandaele, *De sombres perspectives: l'évolution du taux de syndicalisation en Europe depuis 2000*, ETUI, 2019.


²³ Husson, *op. cit.*; Roberts, *op. cit.*

²⁴ Données issues des Penn World Tables Database. Indicateur: Taux de croissance médian de la productivité totale des facteurs (en %) pour 116 pays. Répartition en groupes selon la classification de l'OCDE.

²⁵ Fonds monétaire international (FMI), *Perspective de l'économie mondiale*, avril 2017, p. 126.


CONTRE LES COUPES

DANS NOS SERVICES PUBLICS
ET PARAPUBLICS



JEUDI 2 OCTOBRE 2025
MANIFESTATION

18H - RDV À MONTBENON (LAUSANNE)
18H30 - DÉPART EN DIRECTION DU CHÂTEAU

FSF  sud

Cours de formation SSP

L'hôpital soumis aux règles de la concurrence

À la suite de la généralisation dans toute la Suisse du financement du système hospitalier selon les forfaits par cas (DRG) et de l'obligation d'intégrer des organismes privés dans la planification sanitaire, on assiste partout à de puissantes offensives pour démanteler les CCT, rationner le personnel et transformer l'hôpital en entreprise rentable. Quelles réponses syndicales à cette réorganisation d'ensemble du système de santé?

Mardi 4 novembre 2025, de 9h30 à 17h

Lausanne, Hôtel Continental (place de la Gare 2)

Intervenante: **Beatriz Rosende**, secrétaire centrale SSP.

Gratuit pour les membres du SSP (frais de repas inclus).
Les non-membres paient 300 francs.

Inscription par le biais du formulaire: www.ssp-vpod.ch/formation; ou par e-mail: central@ssp-vpod.ch – indiquez vos coordonnées (nom/prénom + adresse) et le titre du cours!

Délai d'inscription: **20 octobre 2025**.

HAUTES ÉCOLES, CALENDRIER D' ACTIONS CONTRE LE «PROGRAMME D'ALLÈGEMENT BUDGÉTAIRE 2027»

ACTION NATIONALE

Mercredi 1^{er} octobre, 17h à Berne sur la place Fédérale

Action nationale de l'UNES et ses partenaires (dont le SSP). Notre syndicat prend en charge les frais de transports publics pour ses membres.

VAUD

Lundi 29 septembre, 17h – 18h à Géopolis, salle 2207 (campus UNIL)

Séance de la Section étudiante du SSP, ouverte aux personnes intéressées à rejoindre le syndicat

Lundi 29 septembre, 18h15 à Géopolis, salle 2129 (campus UNIL)

Discussions «Pour un salaire étudiant» à partir de textes sur les luttes étudiantes contre la hausse des taxes et sur le travail gratuit. Organisation: Grève féministe Unil/EPFL

Mardi 30 septembre, 18h30 à Géopolis, salle 2129 (campus UNIL)

Table ronde «Lutter contre la précarité alimentaire dans nos universités».

Organisation: On a les crocs, le Récupol', Les amiex de Bassenges, la NoCAP

Mardi 30 septembre à HESAV, dans le hall de Beaumont 21

Rassemblement de mobilisation contre les coupes fédérales et cantonales

Mercredi 1^{er} octobre, 12h devant le bâtiment Amphimax (campus UNIL)

Rassemblement unitaire, discours et stand. Départ collectif pour Berne depuis Lausanne avec le train de 15 h 17 voie 1

Mercredi 1^{er} octobre, 18h30 à Amphimax, salle 351 (campus UNIL)

Conférence «Universités: des inégalités d'accès aux financements menacés» avec Sabine Süssstrunk, présidente du Conseil suisse de la science, et Gaële Goastellec, sociologue de l'enseignement supérieur et de ses inégalités d'accès. Entrée libre, sur inscription. Organisation: FAE

FRIBOURG

Lundi 6 octobre, 17h30 sur le campus de l'Université de Fribourg

Assemblée de la Section étudiante du SSP (plus d'infos suivront)

NEUCHÂTEL

Mercredi 1^{er} octobre, 15h devant le bâtiment principal de l'Université de Neuchâtel

Rassemblement unitaire appelé par la FEN, pour ensuite rejoindre la manifestation nationale à Berne sur la place Fédérale



www.ssp-vpod.ch/mobilisation-hautes-ecoles





Automne parmi Merlot et châtaignes

Offre par personne en chambre double

Standard à CHF 375.-	Superior à CHF 405.-
Le prix comprend:	
• 3 nuits en chambre double	
• 3 buffets de petit déjeuner	
• 2 repas du soir avec menu à 3 plats	
• 1 menu Gourmet à 4 plats	
• 1 bouteille de vin Merlot (par chambre)	
• Wi-Fi gratuit	
• Parking	

**-20%
RABAIS
SSP**

Offre valable jusqu'à la fin de la saison

Hotel Ristorante iGrappoli • 6997 Sessa Tel. 091 608 11 87 • www.grappoli.ch • info@grappoli.ch • 

NON AU PAFE !

Mercredi 24 septembre
Manifestation
Place Georges-Python, 17h30

Mercredi 1^{er} octobre
Journée d'actions
et de grève

Organisez-vous dès maintenant
et contactez-nous !

NON à des coupes salariales massives !
NON à la destruction du système salarial !
NON aux coupes dans la santé et les prestations !

NON au démantèlement des services publics !

Penser à demain de manière plus détendue avec nos solutions de prévoyance.

Épargne classique avec le compte de prévoyance 3 ou investissement à long terme avec des opportunités de rendement supplémentaires: optez pour une prévoyance simple et flexible tout en réalisant des économies d'impôts. cler.ch/prevoyance

* Le rabais est applicable si vous détenez chez nous des titres pour au moins 50'000 CHF ou une hypothèque.

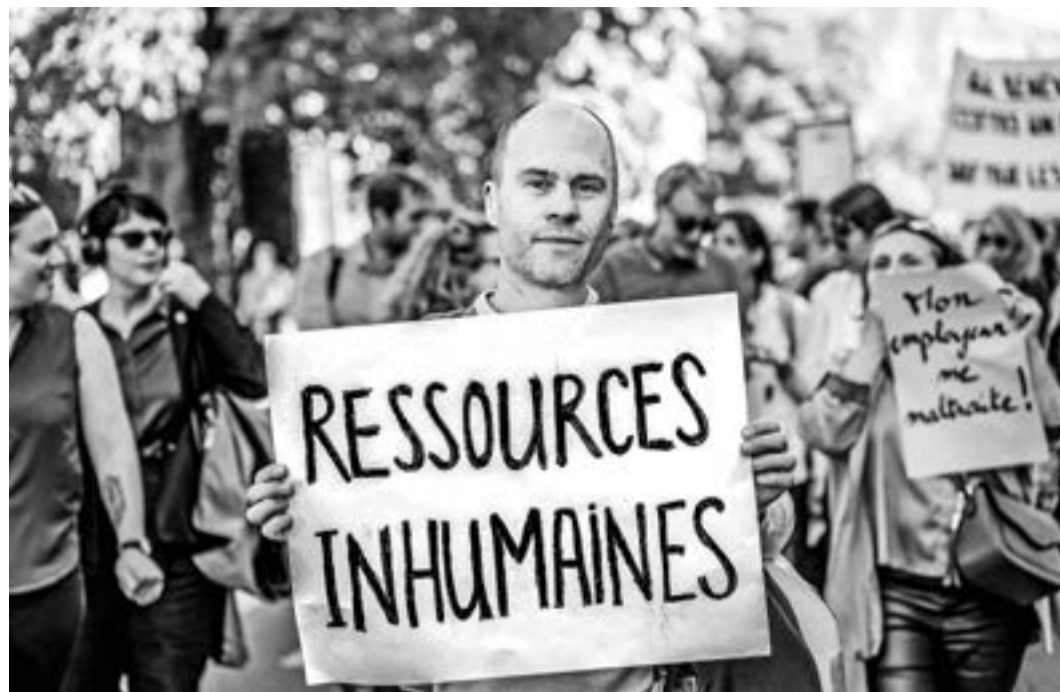


Il est temps de parler d'argent.

Bank
Banque
Banca

CLER

Le «Baromètre RH suisse» (ressources humaines) dans sa dernière version 2024¹, se penche sur le thème «Le sens et le non-sens dans le travail».



RH: la garde prétorienne des directions

DARIO LOPRENO . MEMBRE SSP . RÉGION GENÈVE
ERIC ROSET . PHOTO

Le «Baromètre RH suisse» se base sur un sondage auprès d'un échantillon de 2032 salarié-e-s en tenant compte de plusieurs critères (région linguistique, sexe, âge, nationalité, formation, secteur d'activité, type d'entreprise, fonction hiérarchique, revenu, type de contrat, etc.). L'étude s'adresse de fait aux cadres d'entreprises privées et publiques, aux élu-e-s, aux enseignant-e-s, chercheurs-euses, étudiant-e-s, personnels des médias, directions syndicales. Bref, aux personnes-relais des discours dominants vers l'opinion publique. Dans ce sens, l'impact indirect de tels rapports n'est pas à négliger.

DE SACRÉS SCOOPS. Nous passons ici sur les considérations préliminaires sur l'origine de la division du travail depuis 90 000 ans (*sic!*) menées pire qu'à la hussarde, sur l'utilisation d'échelles de réponses pour les sondé-e-s qui peuvent aller de 1 à 100 (*re-sic!*), ainsi que sur les propos indiquant que plus un travail est inintéressant ou sans responsabilité, plus il ne motive pas et inversement (*re-re-sic!*), l'épanouissement (au travail) étant nommé ici *thriving*, probablement par souci d'avoir l'air plus management. Nous apprenons qu'à la question «Quelle importance revêt le travail dans votre vie?», 97% des personnes interrogées répondent que le travail est (très) important. Et que pour 92% d'entre elles, ce sont, dans l'ordre, la famille, le travail et les loisirs qui comptent le plus dans leurs activités sociales. Voilà de sacrés scoops! Illustrés comme il se doit par une série de graphiques et de schémas qui donnent une allure fort scientifique à la chose. Mais penchons-nous sur quelques aspects importants de l'étude.

En réponse à la question de l'importance du travail effectué (il s'agit ici du travail intrinsèquement effectué et de son importance): 83% des répondant-e-s le considèrent comme important ou assez important et 74% savent relativement clairement pourquoi il l'est. Par ailleurs, 94% des personnes interrogées considèrent leur travail comme pleinement ou passablement cohérent. De même, 92% s'épanouissent pleinement ou passablement dans leur travail et 77% ne s'y ennuiant pas.

ALIÉNATION OU «SENTIMENT» D'ALIÉNATION? Ces dernières données n'empêchent pas les auteurs – qui définissent l'aliénation au travail comme le ressenti de distance envers le travail effectué, le fait de se sentir désabusé-e, de considérer le travail comme un fardeau – d'affirmer que 51% des personnes sous enquête se disent (plutôt) aliénées. Ernest Mandel écrivait que «le mode de production capitaliste engendre de manière croissante l'aliénation du travail [...]». Si le travail n'est considéré que comme moyen de gagner de l'argent, il perd en grande partie sa dimension créative et formatrice de la personnalité. La tension physique, la monotonie ou le stress permanent provoqué par l'obligation de rendement et par la peur de l'échec font du travail un fardeau et une calamité. L'être humain n'est plus le but, mais le moyen du système économique; il est dégradé jusqu'à ne plus être qu'un petit rouage de la machine².

D'une part, les RH ont un rôle central dans la gestion de l'être humain au travail, leur défi étant de l'exploiter un maximum tout en parvenant à le motiver; d'autre part, elles doivent ap-

paraître comme étant de son côté («humaines»), tout en le traitant comme pure source de profit à rentabiliser («ressource»), en faisant passer l'aliénation induite par cette relation pour un problème personnel. D'ailleurs le «Modèle d'étude de l'enquête» classe l'aliénation au travail sous «attitudes et comportements». Autrement dit, l'aliénation consisterait dans («l'état» de distance «ressenti») par les salarié-e-s par rapport à leur travail et leur environnement professionnel et relèverait donc du plan personnel et non du mode de production. C'est pourquoi le *Baromètre RH* traite du travail sous l'angle de la «perception», des «sentiments», notions flanquées des compléments «de cohérence», «d'importance», «de sens», «d'absurdité», «de stress», «d'équité», «d'aliénation», etc. Au final, ce qui est en cause est, d'un côté, la motivation, l'engagement personnel au travail du de la salarié-e (l'étude préfère le-la nommer «employé-e», occultant le critère de dépendance salariale) et, de l'autre, la capacité de la direction (l'étude préfère la nommer «entreprise», lui donnant une tournure plus inoffensive) à booster les pensées positives. Ce ne serait finalement qu'une question de bonne volonté bilatérale...

Dans ce cadre, les entretiens et les évaluations, infligés à tous les niveaux de l'échelle hiérarchique, font partie de la boîte à outils à disposition de la gestion RH³. C'est ce genre de maltraitance qui est enseigné dans les cours de gestion des ressources humaines: «La principale mission du DRH est de définir la stratégie RH, en fonction de la stratégie globale de l'entreprise [...], puis de piloter sa réalisation. [C'est] un maillon fort de la compétitivité de l'entreprise [qui] optimise le capital humain⁴», «optimise» étant ici un mot de l'idiome RH pour dire mettre sous pression.

LES QUESTIONS FONT LES RÉPONSES.

Lorsque l'on affirme que 83% des interviewé-e-s considèrent leur travail comme (assez) important et que 74% savent plus ou moins pourquoi, c'est la question qui pose problème. À moins d'être masochiste, peu de salarié-e-s sont à même de dire «je fais un boulot

à la c...» ou «je ne comprends pas pourquoi celui-ci est important». Quant aux 94% qui considèrent leur travail comme pleinement ou passablement cohérent, le contraire serait surprenant: outre les remarques qui précèdent, à moins de travailler chez un patron idiot, le travail est «cohérent».

Enfin, il est fort compliqué de comprendre ce que signifie que 92% des sondé-e-s s'épanouissent pleinement ou passablement dans leur travail et que 77% ne s'y ennuiant pas, alors que 51% s'y déclarent «aliéné-e-s». Étant entendu que la plupart des salarié-e-s préfèrent affirmer que leur travail n'est pas aliénant (peu importe le sens que l'on donne à cette notion), histoire de ne pas se jeter à la figure la tristesse de sa propre condition de salarié-e, 51% auto-déclaré-e-s aliéné-e-s est un taux énorme. Ce que l'étude ne relève pas de cette manière.

CE QUE L'APPROCHE RH OCCULTE. Comment situer dans cette étude – compte tenu de la réticence de l'assurance maladies et accidents professionnels à accepter des cas – les 266 225 accidents et maladies professionnelles reconnus⁵ en 2023 (soit 6% du total des emplois en équivalent plein temps assuré), les 710 invalides professionnels-le-s, les 215 décès? Ou, sur cinq exercices (2019-2023), 1303 000 accidents et maladies professionnelles, 1939 invalides professionnel-le-s, 1089 décès, ainsi que 34 400 personnes vivant à l'invalidité professionnelle en 2023⁶. On peut parler d'un véritable champ de bataille contourné par le *Baromètre RH!*

Comment situer les 221 000 chômeurs-euses du pays en 2024 (moyenne annuelle), auquel-le-s il faut ajouter les chômeurs-euses de longue durée passé-e-s à l'aide sociale, représentant de réelles pressions différenciées sur les actifs-ves suivant les professions, par la peur induite de se retrouver au chômage et tout ce qui en découle sur l'attitude sur le lieu de travail?

Comment situer les millions de femmes qui travaillent gratuitement, et clairement davantage que les hommes, pour le ménage familial mono-, bi- ou pluri-parental, en général parallèlement à leur emploi salarié⁸?

Comment situer les peut-être 200 000 (ou plus) salarié-e-s sans-papiers et les milliers de requérant-e-s d'asile et débouté-e-s de l'asile qui travaillent légalement ou non – impossibles à chiffrer –, dans des conditions pires que tout?

Enfin, comment situer les 2 500 000 personnes directement employées (2023) par des capitaux suisses à l'étranger⁹, sur lesquelles on ne connaît pas grand-chose en termes d'exploitation? ■

¹ Schweizer HR-Barometer. Schwerpunktthema Sinn und Unsinn in der Arbeit, Herausgegeben von Gudela Grote und Bruno Staelbach, disponible en allemand sur www.hrbarometer.ch. Soutenu par le Fonds national suisse, secondé par l'Office fédéral de la statistique (OFS) et l'institut GFS de Zurich (études d'opinion), il est produit par la chaire de psychologie du travail et de l'organisation de l'École polytechnique fédérale de Zurich, par le Centre pour les ressources humaines de l'Université de Lucerne et par l'Université de Zurich.

² Ernest Mandel, «Pourquoi je suis marxiste», janvier 1978, texte repris sur le site alencontre.org, 8 avril 2023.

³ Laetitia Saavedra, «Soupçons de sous-notation forcée de salariés chez Sanofi», publié par *France culture*, texte repris par alencontre.org, 12 juin 2017.

⁴ «Les principales missions du directeur des ressources humaines (DRH)», sur le site du groupe Igenis éducation (Paris, Lyon, Toulouse): <https://www.igenis-rh.com/metiers/direction-strategie-et-conseil-rh/directeur-ressources-humaines>

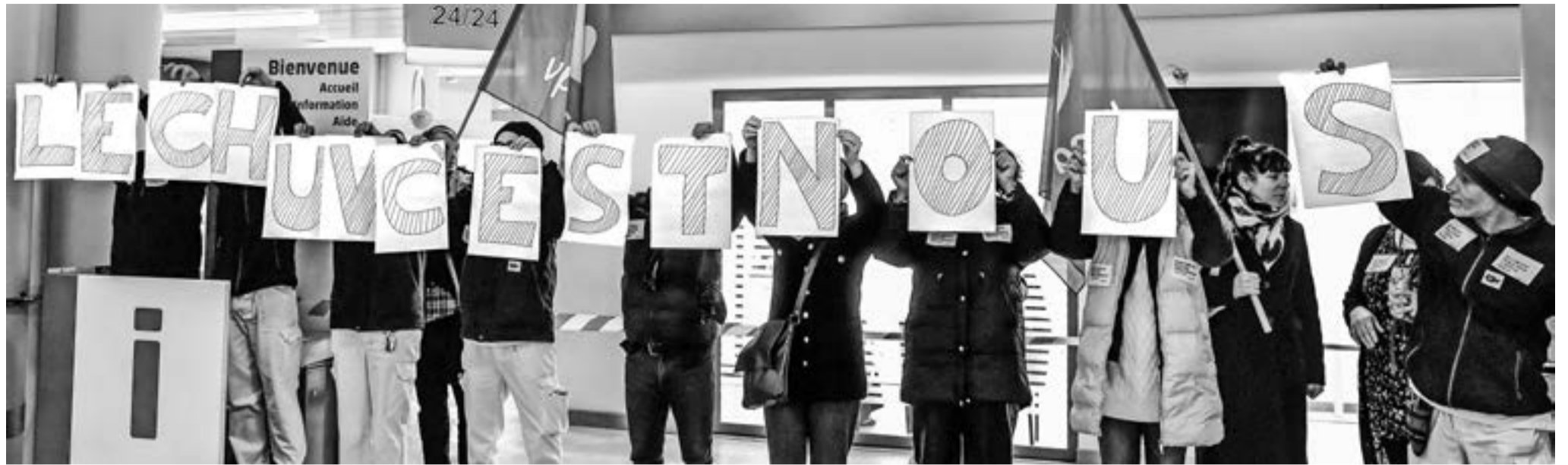
⁵ Non compris les accidents non professionnels, ni les accidents de chômeurs-euses et de personnes à l'assurance-invalidité.

⁶ SUVA, Statistique LAA 2025. Accidents et maladies professionnelles en Suisse, Lucerne.

⁷ OFS, Chômeurs au sens du BIT selon le sexe et la grande région, tableau des moyennes annuelles.

⁸ OFS, Répartition des différentes tâches domestiques dans les ménages de couple où les deux partenaires ont entre 25 et 54 ans, en 2023.

⁹ BNS, Balance des paiements et position extérieure de la Suisse. Année 2023 et 4^e trimestre 2023.



VAUD . En réaction à l'annonce de mesures d'économies à hauteur de près d'un demi-milliard de francs sur deux ans, les salarié-e-s de la fonction publique vaudoise organisent une grande manifestation le 2 octobre prochain. Point de situation au CHUV avec Marie.

« Être présents et en masse »

SERVICES PUBLICS . INTERVIEW
VALDEMAR VERISSIMO . PHOTO

Le 9 décembre se tenait un rassemblement très bien suivi dans le hall du CHUV, que s'est-il passé depuis cette mobilisation sur le plan des rapports avec la direction et sur celui des revendications?

Marie – La réponse est assez simple: au niveau des rapports, il ne s'est pas passé grand-chose. La direction du CHUV a changé presque intégralement et les intérimis sont plutôt longs, ce qui ne fait que renforcer l'inertie de notre institution. Il y a eu très peu de séances et les dernières ont été annulées, il n'y en a de fait plus eu depuis le mois de mars. Les informations circulent donc mal: on a appris par notre site intranet qu'un nouveau directeur des ressources humaines débiterait au mois d'octobre.

Dans un tel contexte, les choses ont évidemment peu évolué au niveau des revendications, mais nous restons sur la même ligne, nous avons fait une journée syndicale le 2 septembre pour les reconstruire (*voir encadré ci-contre*). Rien ne bouge du côté de la direction, il n'y a même pas d'accusé de réception à nos courriers, mais nous restons déterminé-e-s.

Comment se construit le SSP au CHUV?

Nous avons été rejoint-e-s par de nouveaux-elles collègues depuis l'action du 9 décembre. À l'échelle du nombre total des personnes employées au CHUV, nous restons un groupe modeste, mais nous avons une force de frappe assez importante. Nous sommes présent-e-s dans tous les services (soins, secrétariats, logistique, labos, TRM, etc.) et sommes très actifs-ves, nous parvenons à mobiliser nos membres, et même au-delà. À la suite des actions que nous avons menées et des défenses individuelles que nous avons assurées, nos collègues nous font confiance, nous sommes crédibles vis-à-vis des collègues et la direction doit nous prendre au sérieux. Pour le 9 décembre, nous avions transmis l'information par e-mail, dans les groupes WhatsApp, Facebook, etc., mais surtout nous avons misé sur le contact direct en allant voir les collègues et en les

convainquant que l'union fait la force, que notre seule manière d'être entendu-e-s, c'est d'être présent-e-s en nombre lors des mobilisations collectives, des rassemblements du personnel, etc. Et ils-elles étaient là! On va reprendre cette manière de faire pour le 2 octobre.

Quelles sont les craintes au sein du CHUV en lien avec les mesures d'économies annoncées par le Conseil d'État?

Cela fait plusieurs années que nous vivons une austérité permanente au CHUV. Le détail des mesures n'a pas encore été annoncé, mais ce qui a été communiqué pour l'instant est déjà scandaleux puisque la contribution de solidarité va diminuer nos salaires, alors qu'ils n'ont déjà pas suivi, et de loin, l'évolution du coût de la vie. On attend également l'annonce des autres mesures, mais on voit bien qu'on est à la limite. Il faut des mains pour travailler et aujourd'hui, il n'y en a pas assez pour effectuer le travail. Si on diminue encore le budget, notre crainte est qu'il n'y ait pas les remplacements de poste des personnes qui partent à la retraite. Le Conseil d'État veut couper dans les hôpitaux périphériques (vallée de Joux et Pays d'Enhaut), il y aura donc un report sur le CHUV, mais les ressources risquent de ne pas suivre, on nous demandera encore de faire plus avec moins comme depuis des années.

Cette situation est vraiment triste car le CHUV est aussi une belle machine, une sorte de mine d'or pour travailler, avec de réelles possibilités de développement. Les relations interpersonnelles nous aident aussi à tenir, mais quand il y a surcharge, chacun-e a tendance à se refermer sur soi. Plusieurs collègues quittent le CHUV, il y a donc une grande mobilité qui nous fait perdre beaucoup de compétences. À l'époque, on avait des équipes composées pour un tiers de personnes entre zéro et cinq ans d'expérience, un tiers entre cinq et quinze et puis un autre tiers au-delà de quinze et il s'agissait d'un bon équilibre. Mais ce paradigme n'existe plus.

Comment se passera la mobilisation pour le 2 octobre?

On est en train de se mobiliser: les tracts ont été distribués aux collaborateurs-trices. Le rassemblement à Montbenon est prévu à 18h. L'idée est de faire un départ groupé du CHUV avec le plus de monde possible. Pour mobiliser, nous allons tenter de cibler par groupe professionnel et de faire des tracts par thématique: un sur les salaires, un autre sur les horaires, etc.

Vu le flou qui règne, il est compliqué de mobiliser sans avoir les enjeux concrets. Or, au CHUV, les séances sont annulées et on ne répond pas à nos lettres ni à nos pétitions (1700 signatures ont été récoltées pour augmenter des indemnités qui n'ont pas été valorisées depuis un certain nombre d'années, aucune réponse).

À plusieurs égards, la gestion du CHUV correspond à l'air du temps. Si, sur le terrain, on observe un «contrôlisme» énorme, avec des directives très détaillées en série, on a l'impression que les décisions venues d'en haut se prennent de manière déconnectée. Si on ne se bouge pas, nos dirigeant-e-s en font à leur guise, à tous les niveaux. Il faut donc se mobiliser! Et ça fonctionne, car on a obtenu quelques succès syndicaux ces dernières années.

Malgré ces obstacles, on va remettre l'ouvrage sur le métier pour le 2 octobre. Des séances d'informations syndicales sont organisées, mais on va surtout occuper le terrain, aller dans les services, parler aux collègues, leur dire: «Tu viens!» On sait qu'il y aura d'autres mobilisations dans le canton de Vaud et au niveau national (la manifestation des soignant-e-s du 22 novembre par exemple), mais on se fixe déjà l'objectif de réussir la mobilisation du 2 octobre. Le CHUV doit être présent, et en masse, à cette manifestation. Chacun et chacun doit avoir conscience qu'on peut agir, le slogan de notre groupe doit ici être rappelé: «Le CHUV, c'est nous!» En effet, sans l'ensemble des salarié-e-s, l'institution n'existe pas. ■

Contexte

UNE JOURNÉE POUR RÉFLÉCHIR ET AGIR

Le 2 septembre dernier, le groupe syndical du CHUV s'est retrouvé pour une journée «au vert». Au menu: comment mobiliser le personnel du CHUV contre les mesures d'austérité permanentes qui frappent l'hôpital public depuis trois ans et qui vont s'accroître encore avec les coupes en cours et le budget 2026.

Cette journée a permis de prendre un peu de recul sur l'activité syndicale quotidienne. À partir d'un questionnaire en ligne adressé à toutes et tous les membres du SSP – CHUV durant l'été (au passage, un grand merci aux très nombreuses et nombreux collègues qui ont pris le temps d'y répondre), les militant-e-s présent-e-s ont pu établir un état des lieux des forces et faiblesses actuelles de notre syndicat dans l'institution. Cette journée a donc été un moment privilégié de réflexion sur la construction d'un syndicat dans un lieu aussi difficile qu'un hôpital de cette taille, où les collègues se croisent, où le temps disponible manque bien souvent pour participer à des activités syndicales, parler avec ses collègues, échanger sur les problèmes du service. Malgré ces conditions difficiles, les militant-e-s ont pu discuter et décider de la mise en œuvre de mesures pratiques et concrètes destinées à renforcer la présence syndicale sur le terrain, à organiser la mobilisation contre les coupes budgétaires et, à plus long terme, à construire collectivement les outils pour défendre le personnel du CHUV dans son ensemble. Un grand merci à toutes les personnes qui ont participé à cette journée. Le matériel qui y a été présenté et produit est à la disposition de toutes les personnes intéressées, plus d'infos auprès de: vaud@ssp-vpod.ch. ■

DAVID GYGAX . SECRÉTAIRE SSP . RÉGION VAUD

CONTRE L'OFFENSIVE DE LA DROITE PARLEMENTAIRE

DÉFENDRE ET RENFORCER L'AVS

ALEXANDRE MARTINS . RÉDACTEUR

Depuis la large acceptation en votation populaire de l'initiative pour une 13^e rente AVS le 3 mars 2024, la droite et le Conseil fédéral ne cessent de manifester une hargne revancharde et agressive. L'UDC et le PLR en particulier veulent oublier cette défaite cinglante (58% en faveur de la 13^e rente), qui s'est produite le même jour que le rejet encore plus massif de l'élévation de l'âge de la retraite que ces partis préconisaient (74% de NON).

Il a été décidé que la 13^e rente serait versée pour la première fois en décembre 2026, soit le tout dernier délai prévu par le texte accepté par les votant-e-s. Les débats portent maintenant sur le financement et doivent être considérés en lien avec la prochaine révision qu'a annoncée le Conseil fédéral en mai dernier, AVS 2030. Cette dernière, si elle ne prévoit pas pour l'heure de relèvement de l'âge de la retraite, en prépare cependant le chemin de manière assumée.

Pour financer la 13^e rente, le PS et Le Centre avaient trouvé un compromis au Conseil des États et proposaient un mix entre l'augmentation des cotisations salariales (ce qui a le mérite de faire payer les entreprises et les très hauts salaires) et de la TVA (une taxe antisociale pesant proportionnellement plus sur les petits revenus), en prévoyant même une solution en deux temps pour le cas où l'initiative du Centre demandant le déplaçonnement des rentes de couples était acceptée.

POURRIR ET DÉTRUIRE. Cette proposition a été rejetée par l'UDC et le PLR au Conseil national. Ces forces – jouant la surenchère à la Trump au nom de la défense de l'industrie d'exportation contre les droits de douane imposés par Trump – proposent même de coupler augmentation de la TVA et relèvement de l'âge de la retraite au travers d'un mécanisme de «frein à l'endettement» permettant d'augmenter l'âge de la retraite et/ou la TVA de manière automatique si le fonds de l'AVS passe en dessous d'une limite définie. Évidemment, la logique étant d'éviter de financer la 13^e rente afin de faire plonger l'AVS dans les déficits et ainsi d'augmenter l'âge de la retraite. Relevons que le projet AVS 2030 contient l'idée d'un tel mécanisme, qui doit être combattu sans ménagement.

Ces attaques provocatrices de l'UDC et du PLR ont mis la gauche parlementaire dans les cordes. Laquelle, pour éviter une absence de financement de la 13^e rente, a voté pour une hausse de l'antisociale TVA de 0,7%.

Parallèlement à ces menées, le Conseil national poursuit le traitement de la révision des rentes de veuves. Rappelé à l'ordre par la Cour européenne des droits de l'homme pour discrimination des veufs, le Conseil fédéral entend une nouvelle fois pratiquer l'égalité en nivelant les droits vers le bas. Il est donc question d'économiser sur le dos des veuves en supprimant des rentes de veuves en cours afin de financer l'initiative du Centre qui prévoit d'augmenter les rentes des couples mariés.

SILENCE SUR L'ESSENTIEL. Pendant que les esprits sont focalisés sur «les finances de l'AVS» – alors que nous parlons d'une assurance qui possède une fortune qui a augmenté de 11% en une année pour se situer à 55,4 milliards de francs au 31 décembre 2024, soit 108,8% de ses dépenses –, le problème de l'insuffisance du montant des retraites et des rentes AVS, y compris avec une 13^e rente, est oublié. Il faut ainsi rappeler, d'une part, que le mandat constitutionnel de l'AVS de «garantir les besoins vitaux» n'est pas rempli avec des rentes moyennes de l'ordre de 1900 francs par mois, l'existence des prestations complémentaires en témoigne. Il est également nécessaire, d'autre part, de mener une campagne pour réorganiser le système de retraite en donnant plus de poids à l'AVS par rapport à un deuxième pilier en crise permanente depuis vingt ans. Une situation qui n'est pas près de changer vu la chute constante des taux de conversion et la décision de ne pas augmenter le taux d'intérêt minimum malgré les rendements largement supérieurs réalisés par les caisses. ■

On commémorait en juillet dernier le centenaire de la naissance du penseur, psychiatre et combattant anticolonial Frantz Fanon. Hommage à un camarade qui n'a eu de cesse de combattre «la quotidienne pourriture de l'homme».

Fanon, la lutte et la dignité en héritage

ANOUK ESSYAD . MEMBRE SSP . RÉGION FRIBOURG

Né en Martinique en 1925, Frantz Fanon s'engage en 1943 dans l'Armée française de la Libération pour combattre le fascisme. Il y est confronté à un racisme colonial crasse, qui le pousse à questionner le caractère prétendument exceptionnel ou anormal du nazisme. Comme le suggérait le poète, lui aussi Martiniquais, Aimé Césaire dans son *Discours sur le colonialisme*, ce que l'Occident ne peut pas pardonner à Hitler, «ce n'est pas le crime en soi, le crime contre l'homme, ce n'est pas l'humiliation de l'homme en soi, c'est le crime contre l'homme blanc, c'est l'humiliation de l'homme blanc, et d'avoir appliqué à l'Europe des procédés colonialistes dont ne relevaient jusqu'ici que les Arabes d'Algérie, les coolies de l'Inde et les [Noirs] d'Afrique». Autrement dit, le racisme est profondément ancré en Occident.

Après la guerre, Fanon est nommé psychiatre en Algérie colonisée, entre 1953 et 1956. Il démissionne pour rejoindre pleinement la lutte de libération du peuple algérien, constatant l'impossibilité de faire advenir de l'humanité et de la dignité dans une société coloniale indigne et inhumaine. Il rejoint le Front de libération nationale (FLN) à Tunis, d'où il écrit des textes d'intervention pour le journal du FLN *El Moudjahid* et tisse des liens politiques avec le reste du continent. Il meurt en 1961, sans avoir vu son pays d'adoption libéré de l'oppression coloniale.

Sa vie, ses écrits, ses engagements sont riches d'enseignements, tant pour les peuples des pays anciennement (ou toujours) colonisés que pour nous, vivant dans le centre impérialiste. Et à l'heure où le sionisme révèle à nouveau sa nature coloniale par le génocide qu'il mène à Gaza, comment ne pas penser à la lutte de libération du peuple palestinien en lisant ce constat brutal: «Les rapports colons-colonisés sont des rapports de masse. Au nombre, le colon oppose sa force. Le colon est un exhibitionniste. Son souci de sécurité l'amène à rappeler à haute voix au colonisé que 'Le maître, ici, c'est moi'».

«UNE SOCIÉTÉ EST RACISTE OU ELLE NE L'EST PAS.» Un des apports de Fanon concerne son analyse de l'évolution de la domination raciste; il constate le passage d'un racisme pseudoscientifique et biologique (fondé sur une prétendue hiérarchie des races) à un racisme culturel qui vise des manières d'exister. Or, pour lui, le second n'est pas moins grave, moins violent ou

moins inhumain que le premier: «Le racisme n'est donc pas une constante de l'esprit humain [...] Une société est raciste ou ne l'est pas. Il n'existe pas de degrés du racisme. Il ne faut pas dire que tel pays est raciste mais qu'on n'y trouve pas de lynchages ou de camps d'extermination. La vérité est que tout cela et autre chose existent en horizon².»

INTERNATIONALISME ANTICOLONIAL. L'implication totale de Fanon dans la lutte de libération du peuple algérien montre que le ressort de l'engagement n'est pas tant un nationalisme étriqué que la défense de la dignité humaine. Cela l'amène à critiquer sévèrement les bourgeoisies nationales, qui s'accommodent de concessions symboliques pour mieux profiter de la mise en place d'un système néocolonial: «Le peuple algérien n'ignore pas que chaque coup porté contre l'oppression française en Algérie démantèle la puissance colonialiste. Chaque embuscade tendue, chaque garnison investie et détruite, chaque avion abattu sèment la panique dans le dispositif colonial français et renforcent la conscience nationale africaine ou malgache ou antillaise. [...] La véritable libération n'est pas cette pseudo-indépendance où les ministres à responsabilité limitée voisinent avec une économie dominée par le pacte colonial. La libération est la mise à mort du système colonial.»

CONTINUER LE COMBAT. Dans sa *Lettre à un Français*, écrite en 1956 en pleine guerre de libération, Fanon affirmait: «Je veux ma voix brutale, je ne la veux pas belle, je ne la veux pas pure, je ne la veux pas de toutes dimensions. Je la veux en part déchirée, je ne veux pas qu'elle s'amuse car enfin, je parle de l'homme et de son refus, de la quotidienne pourriture de l'homme, de son épouvantable démission.» Les humains continuent certes leur pourrissement, mais nous continuons aussi à lutter. Que la terre te soit légère, camarade. ■

¹ *Les Damnés de la terre*, Éditions La Découverte, 2002 (1^{re} édition en 1961).

² «Racisme et culture», discours prononcé au Congrès international des écrivains et artistes noirs, 1956. Cette intervention a été republiée dans *Pour la révolution africaine. Écrits politiques*, Éditions La Découverte, 2006, recueil dont sont également issues les citations suivantes.

Y A RIEN À VOIR?

Dans le cadre de la plainte déposée contre l'achat de drones israéliens par l'Association suisse des avocat-e-s pour la Palestine, du Groupe pour une Suisse sans armée et de la Ligue suisse des droits humains – Genève, ces derniers-ères ont demandé à pouvoir obtenir le contrat liant la Confédération à Elbit Systems Ltd. La Cour suprême du canton de Berne a rejeté cette requête au motif que celle-ci a des «visées politiques». Un recours a été déposé contre ce déni de justice plus que préoccupant. ■

IL PLEUT DES DIVIDENDES

L'étude sur les écarts salariaux 2025 du syndicat Unia montre que les CEO des grandes entreprises sont toujours aussi bien traité-e-s, sept d'entre eux-elles ayant perçu un salaire annuel supérieur à 10 millions de francs. Les actionnaires ne sont pas en reste puisque les plus grandes entreprises suisses leur ont distribué 46 milliards de francs de dividendes (ce à quoi s'ajoutent 20 milliards sous la forme de rachats d'actions). Et on veut nous imposer de l'austérité... ■

DUMPING VALIDÉ

Pointe émergée de l'absence de volonté politique en matière de protection des salaires, la direction des affaires économiques du canton de Zurich a validé le fait que les salarié-e-s d'Air Baltic, compagnie lettone qui travaille pour le compte de Swiss depuis Zurich, soient payé-e-s à 1500 francs bruts par mois et non suivant les standards suisses – qui déjà ne permettent pas aux salarié-e-s de vivre à Zurich (3868 francs par mois selon *L'Événement syndical*). Le syndicat kapers a déposé un recours contre cette décision scandaleuse. ■

SWISSINFO EN DANGER

Confronté-e-s à la menace de voir la contribution fédérale pour le mandat à l'étranger être supprimée par la Confédération, nos collègues du syndicat des médias (SSM) lancent, avec d'autres associations, une pétition à destination des élu-e-s fédéraux-ales pour les appeler à renoncer à ce projet. À signer en ligne sur: <https://swissinfo-petition.ch/fr> ■

Carton Rouge

Aux Établissements publics pour l'intégration (EPI) de Genève. Grande première dans l'histoire pourtant riche des licenciements abusifs, cette institution se sépare d'un collaborateur parce qu'il... prend des anticoagulants. Sur la base d'une expertise médicale aussi partielle que partielle (et contestée par le médecin traitant du salarié et un médecin conseil), l'employeur soutient qu'il s'agit d'un motif d'inaptitude car cela pourrait «menacer» son intégrité physique, dans la mesure où il n'existerait aucun lieu de travail sans risque de violence dans l'institution. Le SSP – Région Genève dénonce cette situation qui fait planer le risque de licenciement pour toute personne de cette institution qui se retrouverait à devoir prendre dans sa vie des anticoagulants (médicaments courants pour éviter des thromboses). ■



À l'occasion du troisième anniversaire de l'assassinat de Jina-Mahsa Amini par la police iranienne des mœurs, nous publions de larges extraits d'un article de l'Union syndicale solidaires (France)¹.

Iran: trois ans après

UNION SYNDICALE SOLIDAIRES
KEYSTONE . PHOTO

Le 16 septembre 2022, la jeune Kurde Jina-Mahsa Amini a été tuée par la police des mœurs pour «port de vêtements inappropriés». Sur la pierre tombale de Jina est écrit: «Bien-aimée Jina, tu ne mourras pas; ton nom sera un symbole.» Et effectivement, ce féminicide d'État a suscité une colère qui s'est étendue au-delà de l'Iran. Une lame de fond a vu le jour dont «Femme, Vie, Liberté» est devenu le slogan. [...]

Au 12 janvier 2023, plus de 19 000 personnes ont été arrêtées dont beaucoup de jeunes ayant été éduqué-e-s dans les écoles de la République islamique, et notamment des étudiant-e-s, des journalistes, des artistes, des sportifs-ves. Le régime islamique a mobilisé tout son appareil sécuritaire pour réprimer les manifestations, qui ont fini par s'essouffler. Depuis, la répression n'a pas cessé: en 2025, plus de 889 personnes ont été exécutées au 5 septembre, dont au moins 50 pour leur engagement militant.

DE MULTIPLES FORMES DE RÉSISTANCE. Sous les cendres, les braises sont restées chaudes.

- Nombre de femmes, surtout dans les grandes villes, ont défié le pouvoir en circulant sans porter le voile. À la suite de quoi, le 15 décembre 2024, la loi sur le hidjab obligatoire a été abolie.

- Des grèves éclatent périodiquement, malgré la répression, l'ampleur du chômage et la généralisation de la précarité.

- Des organisations syndicales ou associatives ont réussi à se maintenir ou se sont créées.

L'action de ces structures ne se limite pas à soutenir les luttes sur les revendications immédiates et le refus de la répression. Le 15 février 2023, par exemple, certaines d'entre elles ont lancé un appel à la mise en place, par en bas, d'une alternative au régime des mollahs.

LA GUERRE DES 12 JOURS. Le 13 juin 2025, et ce durant 12 jours, la population d'Iran

a subi une guerre dite préventive, déclenchée par Israël – et suivie par des frappes étasuniennes – qui a coûté la vie à 657 Iraniens tandis que 2037 autres ont été blessé-e-s.[...]

Prétendre que ces attaques ont pour but la libération de la population est une ignominie. Bien au contraire, le régime a profité de la guerre pour aggraver considérablement la répression contre les opposant-e-s ou supposé-e-s tel-le-s en les accusant d'être des agent-e-s d'Israël ou des USA: plus de 250 exécutions ont eu lieu après les bombardements de juin, et d'autres lourdes condamnations sont prononcées.

L'intervention militaire extérieure a permis au pouvoir de réduire les espaces de contestation, et de tenter d'étouffer l'expression des mécontentements.

Néanmoins, le 16 juin, plusieurs organisations syndicales ou associatives ont courageusement condamné simultanément les bombardements israéliens et affiché leur opposition radicale au régime des mollahs. [...]

UNE SITUATION CATASTROPHIQUE. La pénurie d'eau actuelle n'est pas une simple conséquence de la crise climatique mondiale. L'épuisement des nappes phréatiques résulte en grande partie de l'existence d'innombrables barrages construits par les Gardiens de la révolution, la pièce centrale de l'appareil militaire et sécuritaire où règne une corruption endémique. Le détournement de rivières au profit de notables du régime est une autre cause de cette sécheresse.

Par manque d'eau, une partie de la faune et de la flore est menacée d'extinction et les agriculteurs-trices voient leur production diminuer.

Alors que l'Iran possède la deuxième plus grande réserve de gaz au monde et la troisième plus grande réserve de pétrole, la pénurie d'hydrocarbures porte un coup terrible à une économie déjà exsangue. Les coupures d'électricité entraînent de

fréquents arrêts des systèmes de climatisation/chauffage et des processus de travail. Des établissements scolaires et des administrations sont périodiquement fermés.

Sur un an, la devise iranienne a perdu plus de la moitié de sa valeur. La déliquescence de l'économie iranienne a été aggravée par, d'une part, le coût faramineux du financement de milices armées dans nombre de pays voisins, des années de soutien à l'ex-dictature syrienne et par la poursuite du programme nucléaire iranien. De l'autre, elle est approfondie par le poids des sanctions internationales, dont les principaux bénéficiaires sont des réseaux de contrebande liés à des responsables de l'appareil sécuritaire.

L'inflation est faramineuse, en particulier sur les produits alimentaires. Les couches populaires en sont les premières victimes. La pomme de terre, aliment de base des plus pauvres, a vu son prix multiplié par 5 en un an. De nombreux-euses Iraniens-s suspendent leurs traitements médicaux devenus trop onéreux et certain-e-s renoncent même à se faire soigner.

FACE À CELA, IL EST PLUS NÉCESSAIRE QUE JAMAIS DE:

- soutenir les syndicats et organisations iraniens combattant la répression et défendant les droits des opprimé-e-s et exploité-e-s;
- apporter une solidarité concrète aux luttes en cours et aux victimes de la répression;
- aider à marginaliser les forces de la diaspora cherchant à s'emparer du pouvoir en Iran dans la foulée d'une intervention occidentale. ■

¹ L'article dans son intégralité avec son appareil de notes est disponible sur le site: <https://solidaires.org/sinformer-et-agir/actualites-et-mobilisations/internationales/iran-retour-sur-les-trois-annes-ecoulees-depuis-le-debut-du-soulevement-femme-vie-liberte>

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

GRÈVE CONTRE LE GÉNOCIDE

SERVICES PUBLICS

Alors que l'état de famine est déclaré à Gaza et que l'enclave est soumise à un siège génocidaire dans le cadre de l'assaut de la ville de Gaza, la quarantaine de navires constituant la Global Sumud Flotilla (son nom vient de l'arabe *sumud* qui signifie résistance, persévérance) voguent en direction de la bande de Gaza. Mise en œuvre par une grande coalition de la société civile, la flottille se fixe pour objectif de briser pacifiquement le blocus et d'ouvrir un couloir humanitaire afin de fournir de l'aide à la population gazaouie. Bien qu'en quantités largement insuffisantes pour répondre aux besoins, les navires transportent du substitut de lait maternel, de l'eau potable, de la farine ou encore des médicaments. Au sens du droit international, Israël, en tant que puissance occupante de la bande de Gaza, a l'obligation de laisser entrer l'aide humanitaire.

INTIMIDATIONS, RIPOSTE OUVRIÈRE. C'est par la menace que l'État d'Israël a réagi à l'annonce de départ de la flottille. Itamar Ben-Gvir, le ministre de la Sécurité nationale, a en effet proposé de durcir la répression pour dissuader de futures opérations. Le syndicat autonome des dockers de Gênes a répliqué en publiant un vidéo le 31 août dans laquelle il déclare par la voix de Riccardo Rudino, lors de la manifestation qui accompagne le départ des navires: «Si, ne serait-ce que pendant vingt minutes, nous perdons le contact avec nos camarades de la flottille, nous bloquerons toute l'Europe: depuis les quais de Gênes, plus un seul clou ne partira, ce sera une grève globale¹.» Ces déclarations ont été suivies de l'annonce par la CGIL d'une journée nationale de grève pour le lundi 22 septembre en Italie qui a été impressionnante. Des dizaines de milliers de personnes sont en effet descendues dans les rues à travers toute l'Italie (plus de 20 000 à Rome, 50 000 à Milan, etc.), les ports de Gênes et de Livourne étaient bloqués et plusieurs grèves ont été menées dans les écoles, les universités et les transports.

PRESSION. Cette mobilisation se conçoit également comme élément de pression sur le gouvernement d'extrême droite de Giorgia Meloni qui se refuse toujours à ne serait-ce que reconnaître l'État palestinien, tout comme le fait la Suisse. Ainsi, après les actions de blocage des chargements de matériel de guerre par les dockers de Marseille-Fos en juin dernier², la mobilisation en Italie trace les voies d'une relance syndicale de la solidarité internationale avec la population de la bande de Gaza dont nous devrions nous inspirer à la suite de la manifestation nationale du 21 juin dernier qui avait réuni plus de 20 000 personnes. Une délégation suisse (Waves of Freedom Switzerland) est à bord de la flottille et compte des membres SSP et Unia. Il est essentiel de soutenir cette initiative et de le faire en poursuivant et accroissant la mobilisation la plus large possible. Seule la pression pourra faire agir les autorités suisses et les pousser à garantir la sécurité de la flottille. À l'heure où ces lignes sont écrites (23 septembre), la flottille vogue toujours vers la bande de Gaza et est en butte à la surveillance des drones israéliens (une attaque a déjà été dénoncée dans la nuit du 8 au 9 septembre). L'État d'Israël a, quant à lui, réaffirmé qu'il ne laisserait pas la flottille briser le blocus imposé sur le territoire palestinien. ■

¹ *Le Monde*, 5 septembre 2025.

² *Le Monde*, 5 juin 2025.